

Dr James S. Spiegel, Éthique chrétienne, Session 10, Avortement, Partie 1

© 2024 Jim Spiegel et Ted Hildebrandt

Il s'agit du Dr James S. Spiegel dans son enseignement sur l'éthique chrétienne. Il s'agit de la séance 10, l'avortement, partie 1.

Nous avons donc terminé notre étude des principales théories morales. Tournons maintenant notre attention vers un certain nombre de questions morales pratiques.

Au fil de l'eau, nous noterons les arguments pour et contre chacun de ces problèmes et appliquerons de diverses manières les principes et concepts moraux que nous avons déjà évoqués à ces différents problèmes. Nous allons donc commencer par ce qui est probablement le plus controversé de tous, à savoir le débat sur l'avortement. Permettez-moi de commencer par fournir un peu de contexte biologique concernant la gestation, car certains termes sont utilisés dans cette discussion et il est important que nous comprenions ce qu'ils signifient.

Ainsi, après la fécondation de l'ovule par le spermatozoïde, le zygote se forme. Et lorsqu'il migre vers l'utérus, il devient un blastocyste. Voici une image d'un blastocyste.

Entre la troisième et la huitième semaine, on parle d'embryon. Vers la troisième semaine et demie, le cœur commence à battre, ce qui est détectable vers la sixième semaine. Au cours de la septième semaine, l'activité cérébrale commence et on parle alors de fœtus.

Vers la 16e semaine, on assiste à une accélération. C'est à ce moment-là que la mère peut sentir le bébé bouger dans son ventre. Puis, vers la 24e semaine, on atteint la viabilité.

C'est à ce moment-là que le bébé peut survivre en dehors de l'utérus. Encore une fois, il y a l'image d'un blastocyste. Voici à quoi ressemble l'embryon vers les semaines 3 à 4. Il s'agit d'un embryon de 7 semaines et demie.

10 semaines. 3 mois et 1 semaine. 4 mois.

6 mois, 8 mois et 3 semaines. Et voilà, mon fils, Andrew, quand il avait, je ne sais pas, 6 ou 8 mois.

Ensuite, nous allons examiner quelques catégories d'avortement. La distinction la plus fondamentale en ce qui concerne l'avortement est l'interruption de grossesse. En général, l'avortement a lieu lorsqu'une grossesse est interrompue.

La distinction la plus fondamentale est celle qui existe entre les avortements spontanés et les avortements provoqués de l'extérieur. Un avortement spontané est également appelé fausse couche, et cela ne fait l'objet d'aucun débat moral ni d'aucune controverse. Ce qui est controversé et débattu, bien sûr, c'est lorsque les avortements sont provoqués de l'extérieur.

Cela se fait par différentes méthodes, notamment la ventouse, l'aspiration, la dilatation et le curetage, l'injection saline, l'hystérotomie, la prostaglandine et la pilule du lendemain. En ce qui concerne les questions philosophiques centrales, il y a deux questions principales. L'une concerne le statut ontologique du fœtus.

De quel type d'entité s'agit-il lorsque nous parlons d'un fœtus, d'un embryon ou d'un blastocyste ? Quel que soit le stade de la gestation dont nous parlons, nous pouvons nous demander de quel type d'entité il s'agit. S'agit-il simplement d'un appendice, d'une amygdale ou d'une adénoïde ? Est-il potentiellement humain ? Est-il humain mais simplement biologiquement ? Un humain biologique mais pas une personne ? Ou le fœtus, même un blastocyste ou un zygote, est-il une personne pleinement humaine ? Ce sont donc des possibilités différentes dans le cadre de la question générale du statut ontologique du fœtus. Nous nous demandons alors quel est le statut moral du fœtus ? Quels droits, le cas échéant, le fœtus a-t-il ? Et quels devoirs ou obligations avons-nous envers les fœtus ? Notre réponse à cette question ou à celles sur le statut moral du fœtus sera déterminée par nos réponses antérieures aux questions ontologiques. C'est pourquoi il est important que nous abordions d'abord la question ontologique concernant le statut du fœtus.

Un peu de contexte juridique : bien sûr, la décision historique de 1973 et la décision de la Cour suprême, *Roe versus Wade*, constituent le précédent juridique directeur depuis près de 50 ans. La Cour a traité la question en divisant la gestation en trois trimestres.

La Cour a ensuite rendu certaines décisions qui s'appliquent à chacun de ces trimestres. En ce qui concerne le premier trimestre de la grossesse, la Cour a statué que les États ne peuvent pas réglementer l'avortement. En ce qui concerne le deuxième trimestre, elle a déclaré que les États peuvent le faire, mais uniquement pour le bien de la santé de la mère.

En ce qui concerne le troisième trimestre, ils ont statué que les États peuvent interdire tout avortement, sauf ceux qui sont nécessaires à la santé de la mère. Depuis l'affaire *Roe contre Wade*, de nombreuses autres décisions ont été rendues. En fait, la même année, en 1973, une autre affaire, appelée *Doe contre Bolton*, a élargi l'arrêt *Roe* en soulignant que la santé de la mère peut inclure des problèmes psychologiques et émotionnels.

Quatre ans plus tard, dans l'affaire *Planned Parenthood contre Danforth*, la Cour a statué qu'aucun consentement parental ou conjugal n'était nécessaire. Cette décision laissait également la décision à la mère enceinte et à son médecin. En 1989, dans l'affaire *Webster contre Reproductive Health Services*, une loi du Missouri définissant la vie comme commençant à la conception a été confirmée.

Cette décision a également interdit le financement public de l'avortement. Trois ans plus tard, dans l'affaire *Planned Parenthood contre Casey*, une loi de Pennsylvanie qui prévoyait un délai d'attente de 24 heures pour informer la femme des différents risques liés à l'avortement a été confirmée. Elle a également confirmé l'exigence du consentement parental mais a rejeté l'exigence de notification du conjoint.

Voilà donc quelques-unes des principales affaires de la Cour suprême concernant l'avortement, depuis l'arrêt *Roe contre Wade*. Il faut donc faire la distinction entre les questions morales et juridiques. C'est l'une des choses qui rendent le débat sur l'avortement si complexe et difficile, c'est que nous avons ces deux dimensions dans ce problème.

La question juridique est la suivante : une femme devrait-elle avoir le droit légal de choisir l'avortement dans ce pays ? La question morale est de savoir si c'est légal ou non, et si c'est moralement approprié pour une femme de recourir à l'avortement ? On peut donc être pro-vie ou pro-choix, que ce soit moralement ou légalement. Beaucoup de gens sont pro-vie au sens moral et pensent qu'une femme ne devrait pas avoir le droit de choisir l'avortement, donc ils sont également pro-vie au sens juridique. Beaucoup de gens sont pro-choix moralement et légalement.

Certains sont en faveur de la vie sur le plan moral, mais en faveur du droit à l'avortement sur le plan juridique. Cela devient donc un peu compliqué en termes d'opinions que l'on peut avoir. Nous allons nous concentrer sur la question morale.

Et selon votre orientation politique, cela peut avoir ou non des implications sur la question juridique. Commençons donc par évoquer certains des principaux arguments en faveur du droit à l'avortement, et les arguments moraux qui ont été avancés. Les deux arguments les plus connus en faveur du droit à l'avortement ont probablement été présentés par Judith Jarvis Thompson et Mary Ann Warren.

Commençons donc par les arguments de Judith Jarvis Thompson, qui sont uniques et très novateurs. Contrairement à Mary Ann Warren, dont nous parlerons ensuite, Thompson part du principe, pour les besoins de l'argumentation, que le fœtus est une personne à part entière. Admettons que le fœtus soit une personne et pas seulement un être humain biologique.

Est-il nécessaire d'accorder au fœtus les mêmes droits moraux qu'à tout adulte, par exemple ? Et elle répond que non. Elle a également essayé de stimuler nos intuitions

sur cette question à travers des expériences de pensée intéressantes. L'une d'entre elles concerne le violoniste.

Thompson utilise une expérience de pensée assez célèbre. Imaginez que vous vous réveillez un jour dans un hôpital et que vous êtes relié par voie intraveineuse à une personne allongée dans un lit à côté de vous. Vous découvrez que vous avez été assommé, kidnappé et utilisé pour aider cette personne qui est à côté de vous et qui est atteinte d'une maladie sanguine rare que seul votre groupe sanguin pourrait aider à soigner.

Et donc, ils vous utilisent comme une sorte de machine de survie, car vous êtes relié à cette personne qui est un violoniste de renommée mondiale. C'est la Society for Music Lovers qui a organisé cela parce qu'elle ne voulait pas perdre ce grand violoniste qui, sans votre soutien physique particulier en termes de sang, serait mort en quelques semaines ou quelques mois seulement. Donc, ils ont décidé de faire cela parce que vous n'auriez probablement pas donné votre consentement.

Mais maintenant que vous êtes en couple avec cette personne, on vous dit que vous devez rester dans cet état pendant neuf mois, puis vous êtes libre de partir. Ensuite, ce violoniste célèbre pourra passer le reste de sa vie à enrichir la vie d'autres personnes grâce à ses talents musicaux. Alors, quelle serait votre réaction dans cette situation ? Diriez-vous, ok, c'est logique ?

Je vais rester assis ici et attendre les semaines et les mois qui viennent. Probablement pas. Votre réponse serait probablement : attendez une minute, personne ne m'a posé la question.

Je n'ai pas choisi ça. Alors, vous ne pouvez pas me faire souffrir de cet inconfort et de ces désagréments pendant neuf mois, même si, d'accord, le violoniste est un membre précieux de la société et une personne tout autant que moi. Je vais me détacher.

Désolé, mais vous ne pouvez pas me forcer à faire ça. Ce que veut dire Thompson, c'est que c'est analogue à un avortement où, encore une fois, même si nous admettons qu'il s'agit d'une personne, vous avez toujours le droit de vous détacher dans ce cas. Nous pouvons admettre que le fœtus est un être humain à part entière avec des droits, etc.

Cela ne porte pas atteinte à votre droit de préserver votre propre liberté dans ce cas. Elle soutient donc que cette analogie devrait nous montrer ou nous révéler que tous les fœtus n'ont pas un droit à la vie qui obligerait une femme à poursuivre sa grossesse même si elle n'était pas désirée. Nous répondrons à cela un peu plus tard de manière plus détaillée, mais je pense qu'il est important de noter à ce stade que,

comme beaucoup l'ont observé, il semble que cette analogie ne s'applique qu'aux grossesses résultant d'un viol.

Cela semble être l'analogie la plus exacte ici. Si quelqu'un est forcé de soutenir cette personne sans aucune action de sa part, cela serait analogue à un viol, mais il y a d'autres questions concernant cette expérience de pensée dont nous parlerons plus tard. Mais Thompson a une autre expérience de pensée concernant les graines des gens.

Elle nous demande donc d'imaginer une situation très différente de la nôtre, où il y a ces petites graines invisibles qui flottent dans l'air. Et elles sont telles que si elles atterrissent dans un tapis ou un tissu d'ameublement, une personne humaine va commencer à germer, une personne va commencer à planter. Dans ce monde imaginaire, pour empêcher les gens de faire pousser des plantes sur vos meubles ou sur votre sol, il existe ces mailles fines que les gens mettent sur leurs fenêtres et qui ne sont que semi-perméables.

Et les graines peuvent rarement passer. Il y a environ 99 % de chances que les graines soient empêchées, mais il y a peut-être 1 % de chances qu'une graine passe. Et si par hasard elle s'implante dans votre tapis ou votre tapisserie, une plante humaine peut pousser.

Supposons maintenant qu'une femme habite dans un appartement et qu'elle veille à l'entretien des grillages de ses fenêtres, mais qu'elle ne les ferme pas toujours. Elle aime avoir un peu d'air frais de temps en temps, alors elle ouvre ses fenêtres ; les grillages sont là, mais une graine passe à travers et s'implante dans le tapis. Elle remarque au bout de quelques semaines qu'une plante pousse.

Je n'avais pas cette intention. J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour empêcher cette graine de s'implanter dans mon appartement, alors je vais la déraciner. Thompson pense que c'est une approche parfaitement rationnelle, et malgré le fait qu'il s'agisse d'une personne réelle qui a grandi dans l'appartement de cette femme, elle pourrait quand même la déraciner.

Elle a fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher que cela se produise, mais cela s'est produit, elle a donc toujours le droit d'arracher la plante de cette personne. Ce serait donc, bien sûr, analogue à l'utilisation de certains types de contraceptifs, la pilule par exemple, qui est très efficace pour empêcher l'implantation d'ovules fécondés sur la paroi utérine. Si une femme se retrouve enceinte dans ces circonstances, elle devrait avoir le droit d'avorter tout comme la femme qui se trouve dans l'appartement a le droit d'arracher la plante de cette personne.

Elle soutient donc que nous n'avons pas le devoir d'être de bons Samaritains ou de splendides Samaritains, ce qui décrirait quelqu'un qui reste en contact avec le

violoniste. Cela décrirait plutôt quelqu'un qui laisse la plante pousser dans son appartement, même si elle a essayé de l'en empêcher. Nous avons le devoir d'être, comme elle le dit, des Samaritains minimalement décents, mais un Samaritain minimalement décent n'a pas le devoir de permettre à la plante de vivre ou au violoniste de rester en contact.

Elle parle d'un cas survenu dans les années 1960, où une femme nommée Kitty Genovese a été matraquée par quelqu'un à l'extérieur de son immeuble, poignardée à plusieurs reprises par un homme, et elle a crié à l'aide pendant peut-être 10, 15 minutes. Il n'y avait pas moins de plusieurs dizaines, voire 50 ou 60 personnes qui l'ont entendue crier, et personne n'a appelé la police. Finalement, elle est morte de ses blessures.

C'est un cas célèbre parce que c'est un exemple tragique de personnes qui n'ont pas voulu intervenir, ce qui a entraîné la mort d'une personne qui aurait pu être facilement sauvée si quelqu'un avait simplement appelé les autorités. Elles auraient pu arriver sur les lieux et au moins sauver la victime après qu'elle ait été poignardée, voire empêcher certains coups de couteau. Un Samaritain au minimum décent aurait donc passé un coup de fil sur place.

Vous n'avez pas à vous mettre en danger si vous passez simplement un coup de fil. C'est donc un minimum décent. Et les lois, les lois du bon samaritain, qui exigent que les gens aident quelqu'un à éviter un préjudice important, ce qui ne met pas vraiment en danger une personne, comme sauver un enfant de la noyade dans trente centimètres d'eau, le reconnaissent.

Vous avez le devoir d'être un minimum décent. Cela ne va pas vous déranger ou vous mettre en danger simplement en aidant l'enfant à sortir de l'eau. Il est donc approprié d'avoir de telles lois.

Mais le problème avec les lois sur l'avortement qui prescrivent ou restreignent l'avortement en cas d'échec des contraceptifs, selon Thompson, c'est que cela revient à imposer un fardeau excessif à une personne qui a fait preuve de la diligence requise pour éviter de tomber enceinte. Alors, que dire des arguments de Thompson ? Une chose que nous pourrions dire, c'est que laisser vivre son fœtus est un minimum décent. Même si des mesures importantes étaient prises pour empêcher une grossesse grâce au contrôle des naissances, si c'est une véritable personne humaine qui grandit à l'intérieur de la femme, alors n'est-il pas minimalement décent de ne pas lui ôter la vie ? Est-ce vraiment héroïque ? On peut donc se demander si c'est vraiment votre devoir ou votre obligation de poursuivre la grossesse.

Ce n'est pas un acte superflu, comme le prétend Thompson. Ce n'est pas au-delà de ce que vous devez faire. C'est votre devoir.

En ce qui concerne l'analogie avec les semences humaines, certains ont fait remarquer que Thompson compare à tort le sexe, qui est un acte très intime, à la respiration occasionnelle d'air frais. Il suggère également à tort que la procréation est une activité tout aussi passive, ce qui n'est pas le cas, sauf dans les rares cas où une personne est enceinte. Dans le cas d'un viol, il s'agit d'un acte consensuel de la part des deux personnes impliquées.

Il y a donc une dimension trompeuse dans son expérience de pensée. C'est donc ce que fait Thompson dans ses arguments, et nous y reviendrons sous peu, en particulier son argument du violoniste, et nous examinerons une objection à cela.

Deuxièmement, il y a l'argument de Marianne Warren, qui est également bien connu et qui adopte une approche différente de celle de Thompson.

Warren conteste l'idée selon laquelle les fœtus sont des personnes et conclut que les fœtus n'ont aucun droit à la vie. C'est la manière la plus courante de raisonner les partisans du droit à l'avortement de nos jours. Son argument de base est que toutes les personnes, et seulement elles, ont des droits moraux.

Les fœtus ne sont pas des personnes. Par conséquent, ils n'ont aucun droit moral. C'est un argument de base, un syllogisme ici, qui est valable.

S'il est vrai que toutes les personnes ont des droits moraux et que les fœtus ne sont pas des personnes, il s'ensuit que les fœtus n'ont pas de droits moraux. La deuxième hypothèse controversée est l'idée selon laquelle les fœtus ne sont pas des personnes. Comment Warren défend-elle cette thèse ? Elle définit une personne de manière générale comme un membre de la communauté morale et soutient que les fœtus ne sont pas considérés comme des membres de la communauté morale.

Elle utilise également sa propre expérience de pensée pour stimuler nos intuitions à ce sujet. Imaginez que vous avez ces voyageurs de l'espace, qu'ils atterrissent sur une autre planète et rencontrent ces entités en mouvement qui ont une forme étrange. Et elles émettent des sons étranges, des bips et des sifflements.

Et ils semblent se déplacer d'une manière intentionnelle. Mais les voyageurs de l'espace trouvent ces entités si étranges qu'ils ne sont pas sûrs qu'il s'agisse de personnes. La question est donc, et Warren nous la pose, quel genre de questions devraient-ils poser pour déterminer si ces étranges entités sont des personnes ou des membres de la communauté morale ? Quel genre de choses cherchiez-vous pour vérifier si un être étrange que vous avez rencontré sur une autre planète est une personne ? Elle propose que ce soit le genre de choses qu'ils chercheraient et que vous et moi chercherions.

Nous nous demandons : sont-ils conscients ? Y a-t-il un certain niveau de conscience ? Peuvent-ils raisonner ? Exercent-ils une activité motivée par eux-mêmes ? Ont-ils la capacité de communiquer ? Et ont-ils des concepts d'eux-mêmes ? Elle suggère donc que ce sont les types de caractéristiques que nous devons rechercher dans tous les cas pour déterminer si une entité est une personne, un membre de la communauté morale qui, par conséquent, a des droits. Ainsi, parmi ces cinq critères, elle soutient que le premier et le deuxième, et peut-être le troisième, sont nécessaires à la personnalité. Il s'agirait de la conscience, du raisonnement et peut-être d'une activité motivée par eux-mêmes.

Mais ce qu'elle propose, c'est qu'il faut au moins être conscient et avoir la capacité de raisonner pour être une personne. Et si c'est le cas, si ces conditions sont nécessaires, et elle pense qu'elles sont probablement aussi suffisantes pour être une personne, tout être qui ne possède aucune de ces qualités ne serait pas une personne. Il s'avère que les fœtus ne répondent à aucun de ces critères.

Ainsi, les fœtus ne sont pas conscients, ils ne peuvent pas raisonner, ils n'ont pas d'activité motivée par eux-mêmes, ils n'ont pas la capacité de communiquer et ils n'ont pas de concept de soi. Ce sont des choses qui surviennent plus tard dans le développement humain, en fait, bien après la naissance. Sa conclusion est donc que les fœtus n'ont pas droit à la vie et que les femmes ont donc le droit d'avorter dans tous les cas.

là encore d'un argument très influent. Il est important de noter, à titre de critique, que ce raisonnement autorise le meurtre de bébés non désirés. Si un nourrisson, un nouveau-né, ne peut pas raisonner, ne peut pas communiquer, n'a pas de concept de soi et n'a aucune activité motivée par lui-même, alors il ne répond pas à ces critères.

Même si la conscience de base existe, ce qui, selon elle, est discutable pour un nouveau-né. Mais elle prend les choses à bras le corps dans son article, qu'elle a écrit au début des années 70, où elle présente cet argument. Elle admet que, d'accord, l'infanticide dans certaines circonstances serait acceptable, mais elle dit que nous n'avons pas à nous en inquiéter car, dans la grande majorité des cas, si les parents ne veulent pas de l'enfant, quelqu'un d'autre le fera.

Donc, maintenant que le bébé est sorti de l'utérus, d'autres personnes sont concernées et leur intérêt à garder le bébé en vie est important. Il y a des gens qui veulent adopter, etc. Donc, elle dit essentiellement que nous n'avons pas à nous inquiéter de l'infanticide pour ces raisons, l'infanticide étant une conséquence logique de son point de vue.

Deuxièmement, son illustration du voyageur spatial est trompeuse d'une manière très subtile. Je pense qu'elle confond les conditions suffisantes avec les conditions

nécessaires à la personnalité. Donc, juste pour clarifier la distinction entre une condition nécessaire et une condition suffisante,

X est une condition nécessaire pour Y si Y ne peut être présent en l'absence de X. X est une condition suffisante pour Y si X garantit la présence de Y. Ainsi, être né aux États-Unis est une condition suffisante pour obtenir la citoyenneté américaine.

Ce n'est pas une condition nécessaire. Vous pouvez être naturalisé citoyen américain. Vous n'êtes pas obligé d'être né aux États-Unis. Mais si vous êtes né aux États-Unis, c'est une condition suffisante pour que vous soyez citoyen américain.

Cela garantit que vous êtes citoyen américain. Donc, pour revenir à l'argument de Warren, ce n'est pas parce que ces critères ou ces caractéristiques de conscience, de raisonnement, de conception de soi, d'activité motivée par soi-même et de capacité à communiquer, ce n'est pas parce qu'il existe des conditions suffisantes pour être une personne, et que cela nous donnerait des raisons de conclure que ces entités que nous avons trouvées sur une autre planète sont des personnes, que cela ne signifie pas qu'il s'agit de conditions nécessaires pour être une personne, que vous devez les avoir pour être une personne. Son argument est donc problématique pour cette raison.

Et puis, enfin, sa distinction entre être humain et personne est elle-même discutable. Et c'est une hypothèse très courante dans les discussions sur l'avortement de nos jours. Les gens vont simplement tenir pour acquis, même les pro-vie convaincus, que nous pouvons faire la distinction entre être humain et être une personne, que c'est une distinction raisonnable à faire.

Mais nous pouvons contester cette affirmation. Qui dit que l'homme est une sous-catégorie de l'humain ? Ne serait-ce pas l'inverse ? Et si l'humain était une sous-catégorie de l'homme ? Après tout, il existe d'autres types d'hommes. Dieu est une personne.

Les êtres angéliques sont des personnes, et non des humains. Et qui sait quelles autres sortes de personnes Dieu aurait pu créer dans l'univers si CS Lewis a raison. Il existe une vie intelligente là-bas.

Ils pourraient aussi être porteurs d'images divines, et nous pouvons l'imaginer. Ainsi, peut-être qu'un être humain est en fait une sous-catégorie d'une personne, auquel cas, si nous savons que quelqu'un est un être humain, alors nous savons que c'est une personne simplement parce qu'il est humain. Et si tel est le cas, alors tout être

humain dans le ventre d'une femme, à n'importe quel stade de son développement, serait donc une personne.

Voilà donc deux arguments majeurs en faveur du droit à l'avortement, deux des arguments les plus influents dans l'histoire du débat sur l'avortement, avancés par Judith Jarvis Thompson et Marianne Warren, et ce sont là des réponses critiques qui me semblent utiles. Dans la prochaine conférence, nous parlerons des arguments pro-vie, philosophiques et théologiques.

Il s'agit du Dr James S. Spiegel dans son enseignement sur l'éthique chrétienne. Il s'agit de la séance 10, Avortement, partie 1.